

# RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 46

MARS 2007

## *Le mot de la Présidente*

Comme le soulignait Pierre-Yves LAOT dans notre dernier bulletin, la question de l'avenir de notre industrie a fait brutalement irruption dans la campagne électorale avec l'annonce du plan Power 8 d'Airbus. Dans le même temps, un autre ancien fleuron de notre industrie, Alcatel, aujourd'hui mariée à l'américain Lucent annonçait à son tour des milliers de suppressions d'emplois. De son côté, le géant pharmaceutique Bayer annonçait, lui aussi, plusieurs milliers de licenciements en Europe. Dans ce contexte, on comprend mieux que l'Insee en soit venu à contredire les chiffres du gouvernement alors que celui-ci se glorifie d'une prétendue amélioration de la situation de l'emploi et du chômage.



Même si certains candidats, afin d'éclipser la question sociale et leur volonté d'imposer la mondialisation libérale comme seul horizon, tentent de réduire le débat aux questions de l'immigration et de la sécurité, qui plus est en les amalgamant, il ne fait guère de doute, pour Résistance Sociale, que la question de l'emploi et du rôle de l'Etat pèsera de manière primordiale dans le choix des Français le 22 avril et le 6 mai.

Comme d'ailleurs, la question de l'existence des services publics. Chacun sait que, si Sarkozy remportait l'élection présidentielle et s'il disposait d'une majorité parlementaire à sa botte, GDF serait privatisée tout comme à court ou moyen terme la Poste, la SNCF et tout ce qui reste encore de contrôlé par l'Etat. Malgré ses affirmations contraires, nul doute que Bayrou ferait de même.

Dans ce contexte, le succès du rassemblement parisien du 10 mars à l'appel de la Convergence Nationale pour la Défense et le Développement des Services Publics (600 personnes) constitue la preuve que ce combat est bien un élément fédérateur pour l'ensemble de la gauche politique, syndicale ou associative. Loin d'être une bataille d'arrière-garde face au rouleau compresseur de la mondialisation libérale, la défense des services publics est un combat du 21<sup>ème</sup> siècle qui mérite qu'on y consacre beaucoup d'énergie et de temps.

Tout comme, d'ailleurs, la défense du droit du travail. Malgré l'opposition unanime des syndicats, le gouvernement continue de vouloir passer en force pour imposer, par ordonnance, la partie législative du code du travail, à seulement un mois du premier tour de l'élection présidentielle. Preuve, s'il en était besoin, du peu de cas que font le gouvernement et sa majorité dirigée par Nicolas Sarkozy des partenaires sociaux, à l'exception notable du MEDEF, dont ils ne sont en réalité que les porte-parole.

Même si les médias ont décrété qu'il n'était pas encore l'heure de faire le bilan de la présidence de Jacques Chirac, on me permettra de rappeler, qu'en 12 ans de mandat, celui qui prétendait, durant sa campagne de 1995, vouloir réduire la fracture sociale n'a fait que l'élargir.

Espérons que celui ou celle qui le remplacera à l'Elysée au mois de mai prochain saura se rappeler qu'un président ne l'est que par la volonté du peuple, et que sa priorité doit être de respecter la volonté de ce dernier. Et qu'il n'oubliera pas que le peuple français est composé à 80% de salariés, auxquels il est grand temps de cesser de demander des sacrifices au profit des actionnaires du CAC 40, en refermant enfin la parenthèse libérale !

**Marinette BACHE**

## SOMMAIRE

La science américaine va-t-elle sombrer dans le mysticisme ?  
(Page 2)

La Chine et la mondialisation  
(Pages 3 à 5)

Plongée dans le chômage aux bords de la Gartempe  
(Page 6)

De Firmi à Firmi  
(Page 7)

J'en ai marre de la bien-pensance !  
(Page 8)





# SOLIDARITE INTERNATIONALE

## La science américaine va-t-elle sombrer dans le mysticisme ?

Par Jean-Paul BAQUIAST et Christophe JACQUEMIN

*Il nous a semblé intéressant de publier l'essentiel de ce texte paru sous forme d'édito en décembre 2006 sur le site de la revue « Automates intelligents » (<http://www.automatesintelligents.com>).*

Le *New Scientist* du 11 novembre 2006, p. 20, a présenté un dossier sur le thème du Home-Schooling qui mérite d'être pris au sérieux. On appelle Home Schooling un mouvement politique et social qui prend une grande ampleur aux Etats-Unis. Il s'agit de soustraire les enfants des familles chrétiennes évangélistes à l'influence des écoles publiques. Le mouvement reproche à celles-ci d'enseigner des sciences contraires aux écritures de la Bible, au lieu des « vraies sciences » qui justifient la doctrine créationniste, l'Intelligent Design et la mobilisation anti-darwinienne. Les enfants ainsi retirés du circuit scolaire sont éduqués chez leurs parents ou dans des cercles d'amis, avant d'être intégrés dans des collèges privés dont l'enseignement est axé autour du créationnisme, mais aussi autour des valeurs les plus conservatrices des milieux patriciens de l'Amérique Wasp (blanche, anglo-saxonne et protestante).

L'objectif n'est pas de former des scientifiques – on verrait mal comment cela pourrait se faire - mais des juristes et des hommes politiques dont la mission sera de pénétrer les cercles du pouvoir et des administrations pour faire triompher leurs idées en utilisant les voies juridictionnelles et politiques. Les classes dirigeantes et les milieux favorisés ainsi ciblés semblent réagir très favorablement, puisque le succès du mouvement est grand. Les étudiants recevant cette formation semblent n'avoir aucun problème de recrutement. Les collectivités locales, administrations et entreprises se les arracheraient.

Le mouvement est coordonné par la Home School Legal Defense Association basée à Purcellville, Washington DC. Le collège le plus emblématique patronné par cette association est le Patrick Henry College, également à Purcellville. En 2006, 2,5 millions d'enfants seraient ainsi éduqués à la maison. Les parents justifient leur démarche en disant qu'ils veulent procurer à leurs enfants une instruction morale et religieuse qui n'est pas donnée dans les écoles publiques. La HSLDA a réussi à faire reconnaître la légalité de ce type de formation dans 50 Etats. Les parents n'ont pas besoin de diplômes pour former leurs enfants. L'objectif est d'étendre le réseau à tout le territoire. Les catholiques "latinos" sont également visés. Un nombre impressionnant de manuels et supports de cours est produit pour diffuser les nouveaux enseignements, notamment par la maison d'édition A Beka Book de Pensacola, Floride, qui se vante de ne produire que des manuels « honorant Dieu » et rejetant le matérialisme.

L'objectif est d'aller beaucoup plus loin. Il vise à mettre hors la loi l'enseignement public.

Une autre organisation baptiste, Exodus Mandate, qui compte 16 millions de membres, vient de lancer la

consigne de retirer les enfants des écoles publiques, où « règnent les mauvaises influences et les fausses sciences ». La stratégie recherchée est de toucher au moins 30% des élèves. A ce moment, le système public éclatera et le gouvernement sera obligé de priver les Etats de leurs compétences en matière d'éducation publique. Tout l'enseignement deviendra privé, et, comme l'espère Exodus Mandate, essentiellement religieux.

Pour fournir des arguments prétendus scientifiques à tous ces enseignants bénévoles, un certain nombre d'organisations publient des sites "éducatifs" et, ce qui suppose beaucoup d'argent, mettent en place des parcs d'exposition et de démonstration. Le plus effrayant à cet égard est celui d'un certain Ken Ham, australien devenu américain, qui veut montrer que le monde a été créé en 7 jours, exactement comme la Genèse l'indique. Le titre de son mouvement est d'ailleurs *Answers in Genesis*. D'où vient tout l'argent investi dans ces actions? A qui profite le crime? La société américaine doit être bien malade, dans la mesure où elle produit de telles aberrations.

Faut-il commenter tout ceci ? Nous conseillons en tous cas à nos lecteurs de parcourir attentivement les sites référencés ici. Ils seront édifiés, c'est le cas de le dire. En Europe, les défenseurs de la laïcité pourraient s'effrayer à juste titre de cette évolution. Il est très probable que tôt ou tard, les partisans de « l'école libre » s'appuieront sur ces exemples pour reprendre la guerre scolaire – qu'ils soient baptistes, catholiques ou musulmans. Seront-ils entendus ? En tous cas, en Grande Bretagne, le créationnisme a déjà commencé l'offensive. Nous vivons une époque inquiétante pour les valeurs républicaines.

### Le créationnisme gagne la Grande Bretagne

On a du mal à le croire, mais la folie créationniste atteint la Grande Bretagne. Un site appelé Truth in Science, *La vérité dans les sciences*, vient de s'ouvrir. Les auteurs de cette initiative ont envoyé des dossiers (un manuel et deux DVD), à toutes les écoles secondaires, selon The Guardian. 59 écoles, à la date du 2 décembre, l'utiliseraient comme support d'enseignement. On doit sérieusement se demander qui patronne cette offensive, qui la finance et à qui elle profitera ?

Qu'en est-il en France? Pour le moment, les laïcs se bornent à y défendre le Téléthon des allégations de certains représentants de l'Eglise catholique, qui reprochent aux recherches génétiques, par le diagnostic pré-implantatoire (et autres horreurs à venir) d'encourager l'eugénisme. Eugénisme. Voilà le grand mot lâché. Le Dr Mengel n'est pas loin.

# PLACE AU DEBAT

## LA CHINE ET LA MONDIALISATION

Par Jean-Claude CHAILLET

« La croissance chinoise a encore atteint 10% » « La Chine, c'est bientôt le 3ème distributeur mondial d'automobiles ». « Une nouvelle centrale électrique est créée chaque semaine ». « Un portable sur 3 vendus dans le monde vient de Chine ». « 10 300 kms d'autoroutes ont été mis en service en 2 ans ». « La Chine extrait 1/3 du charbon mondial ». « Un journaliste chinois battu à mort dans les mines du Shanxi (AFP) « Actuellement, la Chine se place au premier rang mondial en céréales, de coton, oléagineux, de fruits, viande, volailles et œufs, produits aquatiques et légumes ». « La Chine a testé une arme anti-satellite » « 132 millions de Chinois ont accès à Internet »...

La Chine fascine. Mais quelle est vraiment la situation?

### I LE CONSTAT

#### L'importance de l'indépendance nationale et de l'unité conquises en 1949

La Chine est un pays immense, avec une histoire mouvementée, soumise aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles à la colonisation, au mépris des Occidentaux, des Japonais, à la guerre.

En 1949 la révolution a créé l'unité de la Chine et une Nation indépendante. Plus de 50 ans après, les Chinois, même jeunes, au-delà de toute appréciation politique, en sont reconnaissants à Mao. Il ne faut pas sousestimer la fierté et le sentiment national chinois : la paix du monde peut en dépendre.

#### La Chine 4<sup>ème</sup> puissance économique mondiale

2005 / OCDE	USA	Japon	Allemagne	Chine	G Bretagne	France
Population (M)	296	127	82	1 306	60	61
PIB (mds \$)	12 452	4 672	2 800	2 228	2197	2 113
PIB / hab (\$)	41 976	36 599	33 785	1 704	36 429	33 855
% croissance	3,5	2,7	1,1	9,9	1,8	1,4
Solde commercial (mds \$)	(726)	77	199	102	(110)	(33)

La Chine a officiellement 1,3 milliards d'habitants. Dans la réalité, probablement plus de 1,5 milliards, voire 1,6 ou 1,7, soit environ **25 fois la population de la France.**

*Remarque générale :: toutes les institutions internationales constatent le manque de source fiable. Il faut donc prendre les chiffres avec précaution.*

La superficie est d'environ 9,6 millions de km<sup>2</sup>, près de 20 fois celle de la France.

**Entre 1950 et 2006, le PIB a augmenté de 10 % par an**, mais à partir d'un niveau très bas et avec des à-coups.

**Le PIB par habitant est 20 fois inférieur à celui des pays occidentaux et du Japon.**

Il faut se méfier des pourcentages : en 2006, avec 3,5 % de croissance, le PIB des USA a augmenté du double de celui de la Chine, avec 10 % de croissance

**1) L'excédent commercial chinois est proche de celui de l'Allemagne, mais il est d'essence différente : il est généré par les délocalisations, sous contrôle étranger**

En 2006, l'excédent commercial de la Chine est de 177 milliards de dollars ( Allemagne : 220 milliards de dollars).

**La majorité des exportations chinoises** est le fait de sociétés détenues à 100 % par des capitaux étrangers ou de sociétés à capitaux mixtes travaillant exclusivement pour les multinationales. Au 19<sup>ème</sup> siècle, il y avait les concessions. Elles sont de fait de retour **C'est un néo-colonialisme.**

**2) La croissance améliore-t-elle progressivement le sort de tous les chinois?**

En tenant compte des parités de pouvoir d'achat, la Banque mondiale place la Chine au 127<sup>ème</sup> rang sur 208 en ce qui concerne le revenu par habitant.

**La classe supérieure** (300 000 Chinois) a un patrimoine dépassant un million de dollars, hors immobilier. Le revenu des plus riches augmente de 17 % par an. 1% des Chinois détient 60% de la richesse.

**La classe moyenne** (100 / 120 millions de personnes, soit 5 / 6 % de la population) a un pouvoir d'achat encore inférieur à celui des classes moyennes occidentales, d'autant qu'elle est obligée d'épargner pour l'éducation, le logement, la santé,...qui auparavant étaient gratuits.

**Malgré la croissance, les pauvres deviennent de plus en plus pauvres.** Selon la Banque mondiale : « Les pauvres deviennent de plus en plus pauvres : les 10 % les plus pauvres ont vu leur revenu chuter de 2,4 % entre 2001 et 2003. Les 5% de pauvres (75 millions) ont un revenu **ANNUEL de 60 euros.**

**Les services publics et sociaux privatisés et démantelés.**

Selon l'ambassade de France, «Les dépenses de logement, d'éducation, de santé, jusqu'à une date récente, étaient totalement prises en charge par la communauté, à travers notamment l'unité de travail (dans les villes) et les coopératives (dans les campagnes). La plupart de ces mécanismes sont aujourd'hui démantelés par la privatisation et n'ont été qu'imparfaitement remplacés par les solidarités traditionnelles, l'assistance sociale et un système de sécurité sociale moderne mais encore en développement (seul 20% de la population cotise) ».

**Le secteur public, encore très important, est pris en tenaille** entre la volonté des institutions internationales de tout privatiser et la volonté du gouvernement chinois de conserver le contrôle des secteurs stratégiques.

# PLACE AU DEBAT

(suite de la page 3)

Jusqu'en 1978, les entreprises étaient propriété d'Etat ou propriété collective. Il reste encore un très important secteur public. En 2003, 85 millions de salariés travaillaient dans les entreprises d'Etat (cf. [carnegieendowment.org/](http://carnegieendowment.org/)), ce qui bien sûr est jugé inacceptable par l'OMC, l'OCDE, Bruxelles... et leurs relais français.

Il faudrait investir, moderniser ces entreprises, former les salariés. Mais il s'agit en réalité de restructuration, démantèlement ou fermeture, synonymes de misère. Aussi, les manifestations se multiplient malgré la répression la plus dure. Elles ont réussi à freiner le rythme des privatisations.

Vouloir tout privatiser entraîne de fait la prise de contrôle par les USA des secteurs stratégiques chinois. Le quotidien China Daily (officiel) insiste sur le fait que le gouvernement chinois, de façon compréhensible, veut garder le contrôle des secteurs essentiels.

### 3) L'emploi

**Avec 750 à 900 millions de Chinois actifs, la Chine est un réservoir de main d'œuvre inépuisable. Le Banister report estime le chômage a plus de 200 millions** (urbains et agriculteurs en surplus). Dans les deux décennies à venir, **300 à 500 millions de paysans vont migrer** vers les villes pour chercher du travail. 47 % des entreprises sont encore propriété d'Etat. Si la restructuration libérale de l'économie se poursuit, comme il est prévu, le nombre de chômeurs va augmenter de dizaines de millions. Si la Chine se borne à être le sous-traitant de Wall Street au lieu de développer le pouvoir d'achat de l'ensemble de sa population, la situation risque de devenir incontrôlable.

### 4) Les salaires

Ils sont évidemment très variables. Le salaire moyen est d'un peu plus de 100 \$ par mois, soit environ 80 €. Dans les villes, c'est plutôt 110 / 120 €. Dans le textile, c'est plutôt 60 €. Les salaires n'ont que peu évolué depuis 25 ans. La classe moyenne commence à environ 125 € de salaire (mais avec 2 ou 3 salaires dans le ménage). La classe moyenne supérieure a environ 250 € (Ambassade de France)

### 5) Ces salaires chinois sont jugés encore trop élevés : on délocalise

Il y a déjà bien longtemps que les salaires à Hong Kong ont été jugés excessifs. D'où la création de la ZES de Shenzhen à la périphérie de Hong Kong puis de bien d'autres (Pudong à Shanghai...). Les salaires tendant à augmenter dans les grandes villes côtières, les multinationales délocalisent vers l'intérieur de la Chine, voire vers l'Inde.

### 6) Des conditions de travail même pas dignes du 19<sup>ème</sup> siècle

Dans les mines, il y a eu officiellement 8000 morts en 2005. Le taux de mortalité y est 30 fois plus important qu'en Afrique du sud.

Le travail des enfants, des jeunes paysannes de 14 ou 15 ans dont les parents ne peuvent payer les études, est général, avec souvent des journées de 12, 14 heures, voire jusqu'à 20 heures. Sur ce sujet, il y a eu un excellent reportage en décembre sur Arte. Les jeunes

paysannes logent en dortoir, mangent à la cantine de l'usine. Les protestations, grèves, sont sévèrement réprimées.

Quant aux travailleurs migrants ("mingong"), 155 millions officiellement, s'ils sont moins pourchassés qu'il y a quelques années, ce ne sont pas pour autant des citoyens, même pauvres. Ce sont des sans-papiers dans leur propre pays.

### 7) L'agriculture : une bombe à retardement

La Chine produit plus d'ores et déjà qu'elle ne consomme. Elle a encore à régler le problème de stockage et de transport qui génère beaucoup de gâchis. Selon l'OCDE (2005), l'agriculture représente 15 % du PIB, mais 40 % des emplois. Elle est peu subventionnée (6%).

Actuellement, 900 millions de paysans vivent avec moins de 2 € par jour. Des centaines de millions de paysans sont et vont être en excédent. D'où un gigantesque problème social.

Dès l'an 2000, le congrès américain, constatant que la balance commerciale chinoise avec les USA était devenue excédentaire, s'inquiétait du danger qui pourrait menacer l'agriculture US.

### 8) La libéralisation de l'économie entraîne-t-elle un développement parallèle des libertés ?

Selon Amnesty international (2006), « Les réformes législatives et judiciaires adoptées par la Chine étaient limitées et n'ont guère contribué à améliorer la protection des droits humains. Des dizaines de milliers de personnes étaient toujours détenues au mépris de leurs droits fondamentaux; elles risquaient d'être soumises à la torture ou à des mauvais traitements. Plusieurs milliers d'autres ont été condamnées à mort ou exécutées. Les autorités ont fréquemment recouru à la force face à une agitation sociale croissante. Elles ont pris de nouvelles mesures de répression contre les médias et renforcé les contrôles sur Internet. Dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, la Chine poursuivait sa sévère politique de répression envers les Ouïghours au nom de la « guerre contre le terrorisme ». Au Tibet, comme dans d'autres régions à population tibétaine, les libertés d'expression et de religion restaient très limitées ».

17 ans après la répression de Tien-an-Men, il est toujours interdit de créer des partis démocratiques, interdit de créer des syndicats libres. Le syndicat unique (AFCTU) se fait l'exécutant des multinationales : ainsi Wal Mart, 1<sup>ère</sup> chaîne de distribution mondiale, qui refuse toute section syndicale aux Etats-Unis, encourage l'implantation du syndicat unique dans ses usines chinoises.

La dictature génère toujours la corruption (et en devient prisonnière). Selon des sources officielles, 115 000 membres du parti communiste ont été sanctionnés en 2005. La corruption est générale.

Il n'y a pas d'état de droit (piratage, contrefaçon), pas de justice indépendante.

(Suite page 5)

# PLACE AU DEBAT

(suite de la page 4)

Contrairement aux espoirs affichés, le développement des libertés ne suit pas la libéralisation de l'économie. Les défenseurs des Droits de l'Homme ne sauraient rester passifs en attendant que le problème se règle tout seul.

## 9) L'OMC

**L'adhésion à l'OMC en 2001** accélère considérablement la pénétration des capitaux étrangers, notamment américains. La Chine a commencé à accueillir les investisseurs étrangers en 1978, mettant ses infrastructures à leur disposition et offrant des incitations fiscales.

Une importante vague de mesures de « libéralisation » a résulté de l'accession de la Chine à l'OMC, ouvrant les principaux secteurs de services à l'investissement étranger. Pourtant, l'OCDE entre autres (rapport avril 2006), incite la Chine à réduire les derniers obstacles. Le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, a souligné que « la Chine aurait à gagner à augmenter la flexibilité ».

Les USA, à travers Doha, veulent ouvrir le marché chinois à leurs exportations agricoles (largement subventionnées). L'ouverture aux banques étrangères avait commencé avant sa légalisation, facilitée par de nombreux intermédiaires et des lobbyistes, comme Georges Bush père.

## 10) Le désastre écologique

La Chine n'a pas ratifié le protocole de Kyoto. La situation écologique est catastrophique. Un exemple, parmi tant d'autres : « Zones de développement et garantie de libre pollution. Les zones industrielles... sont en outre souvent devenues des sanctuaires pour entreprises industrielles polluantes, sous la protection des autorités locales. Ainsi au Henan, la centaine d'entreprises implantées sur la zone de Luoxin, canton de Xin'an, se développe sans aucun dispositif anti-pollution et décharge tous ses déchets dans la rivière Jianhe, un affluent du Fleuve Jaune ». **Il n'y a pas d'amélioration** : 2006 a été **officiellement** l'année la plus noire (Le Monde du 16 janvier).

## II LA CO-RESPONSABILITE DE LA MONDIALISATION LIBERALE

Les multinationales font pression sur les prix et les délais. Elles ne peuvent ignorer le travail des enfants, les conditions de travail inhumaines.

La Chine a adopté une loi sur le contrat de travail. Les multinationales ont eu peur d'un début de droits pour les salariés et ont fait pression. Elles se félicitent que « **cette nouvelle version (de la loi) ne devrait pas bouleverser les pratiques des sociétés étrangères** ».

Le désastre écologique a « l'avantage » de réduire les coûts.

L'adhésion à l'OMC s'est faite sans exiger la signature et le respect des accords internationaux sur les droits de l'homme, les normes de l'OIT (Organisation Internationale du Travail)...

Les multinationales rognent le pouvoir d'achat, les acquis sociaux des pays occidentaux au nom de la compétitivité. Elles font de même en Chine, au niveau pourtant effroyablement bas. Les

gouvernements, les multinationales, sont complaisants, sinon complices, de la dictature.

Google et autres ont livré les Internauts chinois à la répression. Dans sa (minable) défense, Google a dit qu'aucune loi US ne l'interdisait alors qu'il y en a une pléiade pour les transferts technologiques...

Les gouvernements privilégient les intérêts commerciaux par rapport aux libertés, quand ils ne sont pas favorables à la dictature supposée garantir le business. Mais, à la longue, la dictature, la corruption, l'absence d'état de droit, handicapent lourdement les affaires. Les dictatures ne sont pas éternelles.

## 1) Une mondialisation « perdant – perdant » pour les peuples

Les gouvernements, les multinationales, souhaitent le développement d'un marché intérieur chinois. Or, ils le freinent pour augmenter le profit à court terme. Wall Street a oublié Ford : le milliard de pauvres qui survivent tout juste ne peuvent acheter les produits américains.

Aux Etats-Unis, en Occident, les usines sont délocalisées. Il ne s'ensuit pas nécessairement une baisse des prix : par exemple, les prix du textile n'ont pratiquement pas bougé (Philippe Cohen citant Eurostat en 2005).

**Rien ne garantit l'avenir économique de la Chine.** Beaucoup d'experts sont inquiets. La crainte d'un krach immobilier est forte. Les exportations vers l'Occident ne peuvent s'accroître éternellement au rythme actuel. A terme, les déséquilibres des balances commerciales Chine – USA sont dangereux. Dans de nombreux secteurs, la surproduction menace ou est déjà une réalité (acier en 2006). Le système bancaire est lourdement déficitaire. Déjà, on délocalise vers l'Inde aux meilleurs ratios de profit.

## 2) Il faut une profonde réorientation de la mondialisation, orientée vers le co-développement.

Il faudrait une politique à long terme, un peu comme celle mise en place par le CNR en France après la guerre. Il faut assurer la satisfaction des besoins essentiels à travers des entreprises publiques modernisées, des services publics ouverts à toute la population : éducation, sécurité sociale, logement, retraite,... Pour créer un marché intérieur, il faut donner du pouvoir d'achat, créer une industrie pour la consommation intérieure...

Il faudrait un véritable état de droit, intégrant le respect des droits de l'Homme, la signature des accords internationaux, la légalisation de la création de syndicats et de partis politiques, d'associations, la liberté religieuse, l'éradication de la corruption. En un mot, une République sociale.

C'est au peuple chinois de décider de son avenir. Mais on constate que la mondialisation libérale actuelle fait pression dans un sens négatif. Il faudrait une autre mondialisation, orientée non pas vers le retour au 19<sup>ème</sup> siècle, mais vers le co-développement entre tous les peuples.

# ACTUALITE SOCIALE

## « Plongée dans le chômage aux bords de la Gartempe »

Lettre ouverte à la Nouvelle République du Centre

Par Marcelle REMERAND

Inaugurant votre rubrique « Plongée dans la France qu'on n'entend jamais », vos « reporteurs », dans la « Nouvelle République » du Samedi-Dimanche 3-4 Février 2007 (page VI) ont « plongé » dans la réalité du chômage de 180 ouvrières, mises à pied (sic!), prises aux filets de la délocalisation assénée par la direction d'AUBADE du groupe financier CALIDA, à Saint-Savin sur Gartempe (dans la Vienne), un beau jour de printemps 2006.

L'exécution de cette première charrette de 140 femmes « assembleuses sur machines » de délicats tissus étant définitive au 1er de l'an 2007, les 102 autres ont sans doute aussi le chômage au bout de la route (à l'horizon 2009 ?). 40 emplois ont cependant été maintenus grâce à des interventions syndicales et communales à la Préfecture de Poitiers.

Pourtant, c'est sous les feux de la campagne électorale (presqu'un an après !) que votre quotidien fait sa page sur cette preuve, s'il en est, d'un cynisme économique !

Aucune bouée de sauvetage (pas même celle d'une large diffusion médiatique régionale à heure et à temps), pour ces femmes, qui confectionnaient, au SMIC pour tout salaire, des lingerie ultra-fines pour la plus Haute Couture de Paris ! La société délocalisatrice les a livrées au sort de sans-emplois, sans plan social, faute de partenaires sociaux pour le négocier, puisque les syndicats n'y furent jamais admis !

Sans espoir, donc, pour certaines ! N'aviez-vous pas cette information, lorsque vous avez rejoint les « restantes » au casse-croûte du bar « Chez Yoyo » ?

Mais d'autres ont dû vous dire qu'elles ont été « sciées » en une demi-heure, un certain vendredi soir, à l'annonce inopinée de leur licenciement, alors que le groupe financier finalisait dans l'absolu secret (omerta oblige !) cette délocalisation, en plein essor de ses bénéfiques, -que relatait, il y a 3 ans, une émission télévisée sur « le génie du commerce de luxe, modèle AUBADE » ! C'est, dès le printemps dernier, qu'il eût fallu alerter l'opinion sur leur situation de déshérence ! Ce n'est pas en focalisant le 03/02/07 sur leurs réactions justifiées de colère désespérée, qui les fait douter même de l'utilité de voter, qu'elles reprendront confiance en une possibilité de « rebondir ».

Oui, faites qu'on les entende; mais pour changer l'avenir si compromis par l'inhumanité du chômage « ajusté » à la finance ! Pour le changer, pour elles d'abord, en une nouvelle donne socio-politique axée sur des régulations économiques porteuses d'emplois en Europe (et en France).

S'abstenir de voter en citoyen(ne)s ou faire la politique du pire à droite, pour marquer son désespoir, c'est un effondrement normal de victimes du système « financieriste », libéral à tout va !

Mais le quotidien nommé familièrement « La République » a-t-il rempli son rôle citoyen en focalisant sur ces déclarations de désespoir, sans mentionner les solidarités (qui ont été récuses par le patronat d'AUBADE) : celle du Maire (P.C... et alors ?), celle des syndicats qui n'ont jamais pu négocier avec la direction ?

Quant au reliquat des Fonds Sociaux Européens (FSE), ils sont, certes, insuffisants et longs à être effectivement débloqués, mais il est sûr que certain(e)s élu(e)s s'achament à les acheminer, quand bien même ils ne sont que minuscule pansement provisoire !

Ne relater que le désespoir, très réel, de celles et ceux qui sont tentés de s'abstenir de voter est réducteur. « Le groupe CALIDA ne veut que gagner toujours plus d'argent sur notre dos et sur le dos des ouvrières tunisiennes » (qui, elles, seront sous-smicardes !), disent-elles toutes dans vos colonnes, très lucidement.

Mais, ce que le quotidien nommé « La République » pourrait peut-être mentionner, c'est qu'AUBADE a drainé nombre de femmes fuyant la désertification rurale par le travail en usine, éloignées, hélas !, des syndicats, et réduites dans l'entreprise à ne dialoguer que seul(e)s à seul(e)s.....

La plus grande partie d'entre elles (non mentionnées dans votre Page VI du 03/02) ne cherchent qu'à (re-)travailler durablement. Elles tentent de se faire aider dans leur recherche d'emplois, qui les rassemble au lieu de les isoler plus longtemps.

Faites une place à celles qui prospectent, pour un avenir de relance des emplois, du côté des confédérations syndicales ouvrières et aussi des propositions politiques réellement sérieuses, à l'encontre de l'avidité « financieriste ».

Une « Plongée au milieu de ceux que l'on n'entend jamais » diffuse, certes, la réalité invivable de la disparition de l'emploi. Mais ne diffuser que l'expression actuelle mais non continue de désespoir, c'est donner du poids à la politique du pire ! Beaucoup d'entre elles la récusent et votent !

# ACTUALITE SOCIALE

## DE FIRMI A FIRMI

Par Lucien JALLAMION

Le 13 janvier dernier, j'étais à Firmi, petite ville de 2500 habitants dans le département de l'Aveyron, où le comité aveyronnais de défense et de développement des services publics organisait une consultation citoyenne pour la défense et le maintien de l'activité du bureau de poste avec, en fin d'après midi, un meeting où étaient présentes plus de 500 personnes venues de tout le bassin de Decazeville pour écouter les leaders des formations politiques (PCF, PS, MRC, PRS, PRG, Verts) et Bernard Defaix, président de la Convergence Nationale de Défense et de Développement des Services Publics.

Un grand et beau meeting qui redonna chaud au cœur à ceux qui luttent pour la défense des services publics dans ce bassin d'emplois qui a connu une désindustrialisation et une reconversion difficile après la fermeture des mines.

Pays au contraste saisissant avec ses vallées et ses villages perchés à flanc de côteau ou sur les plateaux à 700 m d'altitude. Pays pétri d'histoire ouvrière. Carmaux est tout proche à vol d'oiseau et bien sûr Decazeville avec son histoire et ses mines de charbon. Berceau de cette conscience ouvrière qui a su, que pour se faire écouter et entendre, il fallait savoir créer un rapport de force.

Encore une fois, la grande mobilisation de ce samedi 13 janvier marquera l'histoire de cette vallée.

**Un bassin d'emploi à la pointe du combat pour la défense des services publics de proximité.**

Firmi était encore sous le coup de la menace de fermeture de la maternité voisine, celle de Decazeville, sauvée grâce à la mobilisation de tout le bassin de vie. Trois gendarmeries fermées, dont celle de Firmi. Projet de délocalisation de la subdivision DDE de Decazeville à Villefranche quand la Poste décide de supprimer le poste de chef

d'établissement, de mettre à la place un conseiller financier présent à temps partiel, de modifier à la baisse l'amplitude horaire d'ouverture des guichets. Pour le maire de Firmi, trop c'est trop. D'autant que les décisions tombaient sans qu'aucune concertation n'ait été menée. Tout au plus, la municipalité était convoquée pour qu'on lui fasse part des décisions. Comme Firmi n'était pas la seule commune dans ce cas-là, le mécontentement croissant conduisit, en mars 2006, à la création d'un collectif départemental.

**Les services publics de proximité, une idée moderne toujours d'actualité :**

Oui, les services publics, et notamment ceux dits de proximité, sont un des éléments essentiels à la vie d'un « pays ». Un bassin d'emplois ou une ville sans service public est un territoire appelé à se désertier. Les habitants l'ont crié haut et fort ce samedi.

Une République sans service public ce n'est plus la République comme j'ai pu le rappeler lors de mon intervention à ce meeting.

Le service public est et doit rester un pilier de notre pacte républicain. Le service public doit être aussi le garant de la Laïcité.

Après cet immense succès et à la demande de la CNDDSP, cette année Firmi a été choisie en remplacement de Guéret pour l'organisation d'une grande fête des services publics qui aura lieu le 31 mars.

**Rendez vous est donc pris. Toutes et tous à Firmi pour la grande fête des services publics !**

# **COUP DE GUEULE**

## **J'en ai marre de la bien-pensance**

*Par Aure ANDRE*

Et aujourd'hui elle porte un nom : Bayrou. Oh, bien sûr, je ne suis pas dupe. Il y a aussi, derrière la manipulation qui vise à faire monter Bayrou dans les sondages, une arrière-pensée électorale : essayer de faire perdre la candidate de gauche la mieux placée et, ceci, quoi qu'on pense de son programme. C'est, bien sûr, le jeu commun des élections.

Non, ce que je ne supporte plus ce sont tous ces petits bourgeois qui se trémoussent d'aise parce que Bayrou envoie -soi-disant- promener un journaliste. Tous ces pseudos contestataires qui s'imaginent en révolutionnaires parce que l'UDF n'a pas voté le dernier budget de la droite. Tous ces bobos qui ont le grand frisson parce que Bayrou frapperait, paraît-il, autant sur sa droite que sur sa gauche.

Quand va-t-on enfin dire la vérité toute nue ? Que Bayrou est un démo-chrétien qui combatta toujours la République ! Que Bayrou a voulu abroger la loi Falloux au profit de l'école privée ! Que c'est un ultra-fédéraliste, partisan de l'Europe libérale ! Que son camp est celui des nantis, celui du MEDEF dont il reprend les propositions économiques et sociales ! Qu'il ne veut pas supprimer l'ISF, juste l'arranger pour qu'il ne s'applique à personne ! Qu'il n'est en fait qu'un cache-sexe plus présentable des mêmes intérêts que Sarkozy !

Il n'y a pas « d'extrême-centre », il y a juste une droite et une gauche.

Et l'ultime provocation serait de redonner un sens à ces mots !

**Vous aussi refusez la résignation,  
adhérez à Résistance Sociale !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

**Siège social :**

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :

[www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel : [resistance.sociale@laposte.net](mailto:resistance.sociale@laposte.net)

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS**